

Questions orales

M. Mulroney: ... semble perplexe.

M. Axworthy: Vous allez vous faire gronder par Dalton Camp.

M. Mulroney: Je voudrais me reporter à la déclaration. Voici: «Nous nous sommes entendus sur une proposition. Nous nous sommes mis d'accord sur l'approche que le Canada a adoptée». Peut-être mon honorable collègue n'a-t-il pas vu le texte. Je poursuis: «Tant que rien n'est signé, il n'y a manifestement pas d'accord».

Nous cherchons, tout à fait dans l'intérêt national et d'une manière tout à fait réfléchie et raisonnable, à dégager un consensus quant à l'approche à adopter dans nos négociations avec les États-Unis qui avantagerait le plus le Canada, la Colombie-Britannique, les producteurs et le secteur du bois d'oeuvre.

M. Broadbent: Monsieur le Président, la moitié des Canadiens ont vu aux nouvelles la ministre du Commerce extérieur annoncer qu'un accord avait été conclu avec le département américain du Commerce. Dans les quelques heures qui ont suivi, le département du commerce des États-Unis a fait savoir qu'il n'avait conclu aucun accord avec le gouvernement du Canada. C'est la vérité, quoi que puisse dire le gouvernement.

[Français]

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question est la suivante.

Aux États-Unis, le département du Commerce et même les journaux très importants comme le journal *The Los Angeles Times* sont contre la politique de l'industrie américaine du bois sur cette question.

Ma question au premier ministre est la suivante: Pourquoi le gouvernement canadien donne-t-il son appui à l'industrie américaine?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est tout à fait le contraire.

Le gouvernement du Canada, par exemple, a donné son appui au gouvernement du Québec qui, lui, gère cette richesse naturelle et qui, en vertu d'une autre formule, aurait perdu des sommes de l'ordre de 150 millions de dollars par année. Le chef du Nouveau parti démocratique prône une position de nature à coûter au gouvernement du Québec de 100 à 150 millions de dollars par année. C'est une position inacceptable.

[Traduction]

M. Broadbent: Monsieur le Président, le premier ministre sait pertinemment que si le gouvernement maintenait sa position traditionnelle, nous pourrions gagner cette cause devant les tribunaux internationaux sans que les Canadiens perdent un cent.

LE COMPORTEMENT DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Aujourd'hui, le premier ministre a déclaré à la Chambre, tout comme la ministre l'a fait elle-même à l'extérieur de la Chambre, que ce marchandage entrepris par le gouvernement du Canada n'établit aucun précédent. Les Américains examinent maintenant la position que nous avons adoptée et le gouvernement du Canada

en appelle au GATT. Le premier ministre pourrait-il reconnaître qu'en ayant constamment recours au marchandage nous mettons en péril l'avenir de plusieurs autres de nos secteurs.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne comprends pas que mon collègue persiste à utiliser une expression comme «marchandage» qui a un sens péjoratif dans d'autres domaines. Il y a eu et il y aura toujours des discussions sur des questions aussi complexes. Nous nous efforçons de régler le problème d'une façon qui avantage le Canada, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Québec et les autres provinces touchées.

M. Benjamin: Vous venez de nous couler. Si j'avais besoin d'un avocat, jamais je ne ferais appel à vous.

M. Mulroney: L'un des députés néo-démocrates vient de dire que le gouvernement a abandonné la partie. Jack Munro, président du SITBA, a déclaré vendredi à Vancouver que le gouvernement était dans la bonne voie et qu'il appuyait sans réserve l'initiative du gouvernement fédéral et celle du gouvernement de la Colombie-Britannique.

L'ATTITUDE DU CANADA

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, cet après-midi le premier ministre a tout à fait l'air d'un type qui s'est enlisé dans les sables mouvants et qui s'imagine pouvoir s'en tirer à coups de pied. Nous savons tous où cela conduit. Peut-il confirmer s'il est en train de dire à la Chambre des communes que contrairement à ce qu'affirmait en fin de semaine à Vancouver la ministre du Commerce international, elle n'a pas effectivement conclu d'accord avec le secrétaire au Commerce américain, M. Malcolm Baldrige? Nous dira-t-il également pourquoi le sous-ministre du Commerce international (M. Gerry Shannon) est à Washington aujourd'hui pour essayer de négocier l'accord qui a été annoncé vendredi dernier par le premier ministre et par la ministre du Commerce international?

• (1430)

M. John McDerimid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député se trompe sur les faits. Vendredi, la ministre n'a pas dit qu'il y avait un accord avec les États-Unis. Avec votre autorisation, permettez-moi de citer ce qui suit:

Sans s'engager sur tous les détails de la question, le secrétaire Baldrige a informé la ministre Carney qu'il faisait sienna une pareille approche...

C'est de cela qu'il s'agit, l'approche à suivre pour essayer de sortir de cette situation très difficile et compliquée.

L'INCIDENCE SUR LES COÛTS DU LOGEMENT

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre qui, de maître d'hôtel des provinces, est passé maître d'hôtel de la maison Blanche. Pourquoi le gouvernement du Canada n'a-t-il pas consulté l'industrie forestière du pays avant d'adopter cette approche? Le gouvernement n'avait pas consulté toutes les provinces préalablement à vendredi. Le gouvernement sait-il quel impact l'augmentation de 15 p. 100 des droits de coupe va avoir sur l'industrie canadienne du logement? Est-ce qu'il va être inflationniste?